

# **La troupe s'inquiète et s'agite**

A la surprise générale, le Parti Républicain, Démocratique et Social (PRDS) a convoqué un conseil national extraordinaire pour le vendredi prochain. Visiblement, peu de personnes semblent au fait de l'ordre du jour réel ou des raisons qui ont poussé le président du parti à réunir l'instance suprême du parti-Etat avant la date programmée de son congrès, qui devait se tenir les 29, 30 et 31 juillet courant.

La lecture que se font les différents segments du parti au pouvoir de ce conclave non prévu varie selon l'aspect qu'une tendance ou une autre veut mettre à l'avant pour avoir l'air de savoir ce qui se passe à la tête de la structure. Certains croient dur comme fer que le changement, devenu une urgence, ne pouvait même plus attendre la fin du mois, date du congrès. D'autres excluent cette idée et estiment que le conseil est convoqué tout simplement pour reporter le congrès, les conditions de sécurité du pays et le calendrier chargé du chef de l'Etat ne lui permettant pas d'accorder trop de temps à son parti.

Alors que tout le monde au sein du sérail du parti au pouvoir s'inscrivait dans la perspective de la tenue du 3ème congrès initialement fixé pour le 29 juillet, voilà que le chef en décide autrement. Il n'y aura vraisemblablement plus de congrès à cette date, mais, plus encore, les membres du conseil national du parti au pouvoir doivent se retrouver en session extraordinaire le vendredi prochain. Un conseil qui pourra être transformé en congrès extraordinaire et remplacera donc le vrai congrès des représentants de la base.

Tout le monde paraît pris de court par cette décision du président du parti, à commencer par son secrétaire général qui n'en aurait été informé (de sources dignes de foi) que le lundi, pratiquement en même temps que tout militant lambda du parti. Ould Mogueya rentrait tout juste de Nouadhibou où il était à la tête d'une importante délégation du PRDS partie sensibiliser les habitants de la capitale économique autour de la menace terroriste qui pèse désormais sur le pays. La nouvelle du report du

Suite en page 3

congrès et de la tenue d'une session extraordinaire du conseil national se répand comme une traînée de poudre, et devient l'objet de toutes les supputations dans les différents salons de la capitale.

## Questions sans réponses

La nature ayant, comme on dit, horreur du vide, les analystes de tout bord ne se privent pas de commentaires et toutes les élucubrations sont bonnes pour se faire une raison de la décision du chef. Il y a ceux qui prêtent les raisons de cette décision à l'attaque de la localité de Lemgheity, qui constitue l'une des principales préoccupations du chef de l'Etat laissant ainsi la priorité aux mesures appropriées pour réagir à l'attaque en essayant d'adapter le terrain politique à la nouvelle donne, au lieu de s'attarder sur les messes routinières d'une formation tentaculaire et en déphasage avec la réalité de la situation. Ce qui est une vision raisonnable, surtout si l'on prend en compte les nouveaux accrochages ayant opposé, le 30 juin dernier, l'armée algérienne au GSPC dans le nord du Mali.

Le bilan des victimes dans les deux

camps, en plus des moyens lourds, utilisés par le groupe (qui a abattu un hélicoptère de l'armée algérienne), ont conduit les autorités mauritaniennes à prendre le groupe beaucoup plus au sérieux, et donc de mieux se préparer à toute éventualité. C'est dans cette optique qu'il faut certainement placer l'envoi, depuis un certain temps sur le terrain, à Lemgheity, de l'aide de camp du président de la république, un colonel des commandos qui connaît bien ce terrain qu'il a fréquenté pendant la guerre du Sahara et qui s'est rendu tout dernièrement célèbre en occupant le 8 juin 2003 le bataillon des blindés, base arrière des putschistes.

Pour les tenants de la seconde hypothèse, la décision du président s'explique par l'urgence de procéder à une nouvelle redistribution des cartes, tant la situation est pourrie. Pour eux, le président ne peut attendre la date du 29, car des têtes doivent tomber, à commencer par celle du Premier ministre, voire les têtes du secrétaire général du parti et du président de l'Assemblée nationale. Ces mesures devront conduire à la convocation d'une session extraordinaire du parlement pour débattre de la nouvelle

politique du prochain chef de gouvernement.

Il y a, entre ces deux extrêmes, ceux qui donnent une explication beaucoup plus pratique à cette décision. Pour eux, la date du 29 juillet est très inappropriée pour tenir un congrès du parti qui occasionne souvent la prise de "grandes décisions", tels que les remaniements ministériels, et il est peu stratégique, avancent-ils, de procéder à ce genre de décisions à la veille du départ du gouvernement en vacances. Une explication qui aurait pu tenir si, à la veille des vacances 2004, le président n'avait pas remercié certains de ses commis.

Quelles que soient donc les raisons qui président à la décision d'urger le conseil national du parti de Ould Taya, les différents acteurs de la scène politique nationale doivent militer en faveur de la pacification du climat politique, en vue de renforcer le front intérieur pour faire face aux menaces qui guettent la stabilité du pays, loin des spéculations opportunistes qui ne servent que les intérêts personnels des uns et des autres.

**BÂ ADAMA MOUSSA**